
« Nouvel acte de décentralisation » : une recentralisation masquée qui affaiblirait les communes, l'investissement local et l'économie des territoires

Le Président du Syane, appuyé par le Président de l'Association des Maires de Haute-Savoie, alerte avec gravité par une lettre ouverte adressée au Premier ministre sur le projet de « nouvel acte de décentralisation » envisagé par le Gouvernement, qui reprend une demande de l'Association des Départements de France visant à transférer la gestion des réseaux d'énergies, aujourd'hui propriété des communes, aux Conseils départementaux. Présentée comme une réforme de clarification des compétences, cette proposition constituerait en réalité une recentralisation au détriment du bloc communal, conduisant à la spoliation d'un patrimoine stratégique construit, financé et entretenu par les communes depuis plusieurs décennies.

Un modèle vertueux remis en cause

Aujourd'hui, les communes, avec le Syane, réinvestissent le produit de la taxe sur l'électricité dans l'entretien, la modernisation, l'adaptation des réseaux à la transition énergétique. Cet investissement local n'est pas abstrait : il irrigue directement un tissu économique dense de PME et d'entreprises locales, spécialisées dans les travaux publics, les réseaux, l'ingénierie et la maintenance, en Haute-Savoie, comme partout en France.

Chaque euro collecté génère ainsi un effet multiplicateur important, soutenant l'emploi local, l'activité économique et, *in fine*, le financement du modèle social et des services publics via les cotisations sociales et l'impôt. Fragiliser ce cycle vertueux reviendrait à affaiblir durablement l'écosystème économique des territoires, en particulier dans les zones rurales et de montagne.

Ainsi, en 2025, au titre de l'accise sur l'électricité :

- le montant total perçu s'élève à 20 193 397 € ;
- le Syane en reverse directement 16 173 515,55 € aux communes, soit près de 80 % de la ressource.

Cette fiscalité n'est donc ni confisquée ni détournée : elle est redistribuée et réinvestie localement, au service des communes et de leurs habitants. Avec la part de taxe conservée pour exercer la compétence, le Syane génère 28,7 millions d'euros de travaux sur les réseaux (éclairage public et distribution d'électricité) sous maîtrise d'ouvrage publique en 2025, sans compter les investissements réalisés par le concessionnaire Enedis dans le cadre du contrat de concession, supervisés et contrôlés par l'expertise du Syane pour le compte des communes.

Une réponse de court terme à une crise structurelle

Si certains Conseils départementaux revendiquent aujourd'hui la collecte de cette taxe, ce n'est pas pour améliorer la gestion des réseaux d'énergie. Il s'agit avant tout de compenser leurs difficultés croissantes à équilibrer leur budget, dans un contexte de désengagement de l'État, qui fait peser sur eux l'augmentation continue des dépenses sociales sans compensation financière suffisante.

Cette proposition n'est une solution durable ni pour les finances des Conseils Départementaux, ni pour les investissements sur les réseaux d'énergie et constituerait même un double coup porté aux territoires :

- À court terme, une ponction sur une ressource communale pour combler un déficit budgétaire départemental ;
- À moyen et long terme, une baisse de l'investissement local, un affaiblissement de l'entretien des réseaux d'énergie et une mise en péril de l'économie locale, aggravant mécaniquement les difficultés sociales que cette mesure prétend résoudre.

« En transférant aux Départements une compétence et une ressource qui appartiennent aux communes, on ne règle rien sur le fond. On comble temporairement un déficit budgétaire en sacrifiant l'investissement local, l'entretien des réseaux et l'écosystème de nos Petites et Moyennes Entreprises. C'est une fuite en avant : on affaiblit l'économie réelle des territoires, et l'on aggravera demain les difficultés sociales que l'on prétend résoudre aujourd'hui. » Joël BAUD-GRASSET

Une erreur stratégique pour la transition énergétique

Les réseaux d'énergie sont au cœur des enjeux de transition énergétique : énergies renouvelables, électrification des usages, mobilité électrique, résilience face aux aléas climatiques. Les retirer aux communes et à leurs syndicats, c'est éloigner la décision du terrain, affaiblir la capacité d'action locale et compromettre la réussite des politiques climatiques. Les syndicats d'énergie, comme le Syane, sont une réussite historique de la décentralisation, fondée sur la coopération volontaire des communes, la mutualisation des moyens et une gouvernance de proximité éprouvée depuis plus de 75 ans.

Un appel à la responsabilité

Le Président du Syane et les élus de Haute-Savoie via l'adoption d'une motion à l'unanimité lors du Comité syndical du 5 février 2026, appellent solennellement le Gouvernement et les parlementaires à renoncer à toute remise en cause de la propriété communale des réseaux d'énergies et des ressources qui y sont attachées, et à ouvrir un véritable dialogue avec les communes et leurs syndicats. La transition énergétique, la solidarité territoriale et la vitalité économique locale ne se construiront ni contre les communes, ni en affaiblissant celles qui investissent et agissent concrètement sur le terrain.

Pièces jointes : Lettre ouverte au Premier ministre, Motion du Comité syndical du 5 février 2026.

Contact presse : Antoine GRANGE, Directeur de cabinet, a.grange@syane.fr - 06 73 54 27 44

À propos du Syane

Le Syane, acteur opérationnel de l'énergie et du numérique, agit depuis plus de 10 ans en faveur de la transition énergétique, à travers ses actions sur les réseaux et de nombreux services associés. Il apporte son expertise, initie des projets innovants et accompagne les collectivités du territoire de la conception à la réalisation et au suivi de leurs actions. Doté de 7 compétences statutaires, le Syane est autorité organisatrice des services publics de distribution de l'électricité et du gaz. Il intervient également sur l'éclairage public et urbain, les réseaux de chaleur et de froid, la production et la distribution d'énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et l'efficacité énergétique, les bornes de recharge pour véhicules électriques, la mobilité propre et le déploiement de la fibre optique et de services numériques.



2107 route d'Annecy | 74330 Poisy FR

La Direction communication de tient à votre disposition pour toute information complémentaire : communication@syane.fr

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris France

Objet : Lettre ouverte – Nouvel acte de décentralisation : une recentralisation au détriment des communes et de l'économie locale

Poisy, le 17 février 2026

Monsieur le Premier ministre,

Le projet de « nouvel acte de décentralisation » actuellement envisagé par le Gouvernement, et qui reprend une demande portée par l'Association des Départements de France visant à transférer aux Conseils Départementaux la gestion des réseaux d'énergies, appelle de notre part une réaction claire et responsable.

Sous couvert de simplification institutionnelle, ce projet conduirait en réalité à une recentralisation déguisée, en retirant aux communes une compétence stratégique et un patrimoine qu'elles ont construit, financé et entretenu depuis des décennies. Il s'agirait d'une spoliation du bloc communal, au détriment de l'investissement local, de la transition énergétique et de l'économie réelle des territoires.

En Haute-Savoie, les communes ont fait le choix, via le Syane, de mutualiser l'exercice de cette compétence dans un cadre volontaire, efficace et transparent. Ce modèle fonctionne depuis plus de 75 ans et produit des résultats concrets, mesurables et vertueux.

Ainsi, en 2025, au titre de l'Accise sur l'électricité :

- Le montant total perçu par le Syane s'élève à 20 193 397 € ;
- Le Syane en reverse directement 16 173 515,55 € aux communes, soit près de 80 % de la ressource.

Cette fiscalité n'est donc ni confisquée ni détournée : elle est redistribuée et réinvestie localement, au service des communes et de leurs habitants.

Avec la part de taxe conservée pour exercer la compétence (soit 4 millions d'euros), le Syane génère 28,7 millions d'euros de travaux sur les réseaux (éclairage public et distribution d'électricité) sous maîtrise d'ouvrage publique, sans compter les investissements réalisés par le concessionnaire dans le cadre du contrat de concession, supervisés et contrôlés par l'expertise du Syane pour le compte des communes.

Ces investissements irriguent directement un tissu dense de Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales, entreprises de travaux publics, d'ingénierie et de maintenance, qui créent de l'emploi non délocalisable, financent notre modèle social et participent à la vitalité économique de nos territoires. Chaque euro issu de l'Accise génère ainsi un effet multiplicateur majeur, au bénéfice de l'économie locale et nationale.





Par ailleurs, depuis une dizaine d'années, les élus du Syane ont fait le choix d'utiliser l'Accise pour améliorer l'accompagnement des communes dans leur transition énergétique. Au-delà de l'accompagnement technique et opérationnel sur de nombreux projets communaux, cela se traduit financièrement :

- Par un accompagnement des rénovations énergétiques sur le patrimoine public (8,3 millions d'euros de subventions attribuées sur le mandat) ;
- Par la collecte de financements externes (plus de 17 millions d'euros reversés aux collectivités locales de Haute-Savoie sur cette même période) ;
- Ou par l'accompagnement par des Conseillers Energie cofinancés (163 collectivités accompagnées en 2025 en Haute-Savoie) ayant généré des économies d'énergie de l'ordre de 12,5 millions d'euros.

Transférer cette ressource aux Conseils Départementaux reviendrait à rompre ce cercle vertueux pour les finances publiques et la transition énergétique. Car il faut être lucide : cette revendication ne vise pas à améliorer la gestion des réseaux d'énergie. Elle répond avant tout aux difficultés structurelles des Départements à équilibrer leur budget, dans un contexte de désengagement de l'État, qui leur fait supporter l'augmentation des dépenses sociales sans compensation suffisante.

Une remise en cause du modèle serait doublement préjudiciable :

- À court terme, utiliser une ressource communale qui sert l'investissement pour combler un déficit budgétaire sur les budgets de fonctionnement des Conseils Départementaux ;
- À moyen et long terme, affaiblir l'investissement local, dégrader l'entretien des réseaux, fragiliser les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et, ce faisant, aggraver les déséquilibres économiques et sociaux que cette mesure prétend corriger.

Pourquoi détricoter ce qui fonctionne, alors même que les Français et leurs élus locaux sont profondément attachés à un service public de proximité, efficace et lisible ?

Pourquoi mettre en péril un modèle éprouvé, au moment où nos entreprises locales et nos collectivités affrontent déjà une conjoncture économique complexe et incertaine ?

Les réseaux d'énergie sont au cœur des défis de souveraineté énergétique, de transition écologique et de résilience des territoires. Les éloigner des communes et de leurs syndicats, c'est éloigner la décision du terrain et compromettre la réussite des politiques publiques que l'État appelle de ses vœux.

Réunis jeudi 5 février 2026, les collectivités de Haute-Savoie ont adopté à l'unanimité une motion nous permettant, en leur nom, de vous appeler solennellement à renoncer à toute remise en cause de la propriété communale des réseaux d'énergie et des ressources qui y sont attachées, et à ouvrir un dialogue sincère avec les élus locaux et leurs syndicats.

La transition énergétique, la cohésion sociale et la vitalité économique de nos territoires ne se construiront ni contre les communes, ni en affaiblissant celles qui investissent et agissent concrètement au service de l'intérêt général.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Joël BAUD-GRASSET
Président du Syane

Nicolas RUBIN
Président de l'Association
des Maires de Haute-Savoie





Pièce jointe : Motion du comité syndical du Syane du 5 février 2026

Copies :

- Mesdames et Messieurs les parlementaires de Haute-Savoie
- Madame la préfète de Haute-Savoie
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie



DEL-CS-2026.00030

L'An deux mille vingt six, le 05 février, à 15 heures 00, le COMITE du Syndicat des Energies et de l'Aménagement Numérique de la Haute-Savoie, dûment convoqué en date du 29/01/2026, s'est réuni 'Salle du Comité' du SYANE, sous la présidence de M. Joël BAUD-GRASSET.

Etaient présents :

Collège des communes sous concession ENEDIS du secteur d'ANNECY

M. Christian BACHELLARD, M. Stéphane BOUCLIER, M. Yannick CLEVY, M. Patrice COUTIER,
M. Gilbert PAULY, M. Joseph PELLARIN, Mme Catherine PESSEY-MAGNIFIQUE, M. Eric PEUGNIEZ

Collège des communes sous concession ENEDIS du secteur de BONNEVILLE

M. Alain BARBIER, M. Michel BOUVARD, M. Daniel BUFFLIER, M. Jean-Pierre CHENEVAL,
M. Jean FONTAINE, M. Jean-François GAUDIN, M. Anthony PENHOÛET, M. Georges PERRISSIN-
FABERT, M. David RATSIMBA

Collège des communes sous concession ENEDIS du secteur de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS

M. Christian AEBISCHER, M. Laurent GILET, M. Pierre HACQUIN, M. Jacques SIBILLE,
Mme Sylvie TARAGON

Collège des communes sous concession ENEDIS du secteur de THONON-LES-BAINS

M. Michel CHARRAT, M. Jean-François CONDEVAUX, M. Joseph DEAGE, M. Joël GILBERT,
M. Thierry MARTIN-COCHER, M. Noël MATHIAN

Collège des communes sous Entreprise Locale de Distribution (ELD)

M. Lucien BOISIER, M. Gérard DUGAVE, M. Gérard REY, M. Yvan SONNERAT (représenté par M. Jean-Claude PEPIN)

Collège des Syndicats Intercommunaux sous Entreprise Locale de Distribution (ELD)

M. Gilles FRANCOIS

Collège du Conseil départemental de la Haute-Savoie

M. Joël BAUD-GRASSET, M. François DAVIET

Collège des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Mme Jacqueline CECCON, M. Richard FROSSARD, M. Jean-Claude MORAND, M. Marc ROLLIN,
M. Patrick SAILLET

Avaient donné pouvoir :

M. Olivier BARRY (à Mme Catherine PESSEY-MAGNIFIQUE), M. Bruno BARTHALAIS (à
M. Patrice COUTIER), M. Christian BOUVARD (à M. Joël BAUD-GRASSET), M. Marcel CATTANEO (à
M. François DAVIET), M. Bernard FOURNET (à M. Alain BARBIER), M. Bruno GILLET (à
M. Joseph DEAGE), Mme Marion LAFARIE (à M. Eric PEUGNIEZ), M. Hervé VILLARD (à
M. Pierre HACQUIN)

Etaient absents ou excusés :

M. Jean-Pierre AMADIO, M. Stéphane ANTHOINE-MILHOMME, M. Matthieu BACH, Mme Caroline BILLOT,
M. Antoine BLOUIN, M. Jean-Marc BOUCHET, Mme Marie-Jo BRO, Mme Vanessa BRUNO,
M. Jacques BURNET, M. Gilles CALLET, M. Pierre CALONE, M. Roland CARTIER, M. Pierre-
Emmanuel CAVAREC, M. Claude CHARBONNIER, M. Philippe CHARLOT-FLORENTIN,
M. Eric CHASSAGNE, M. Philippe CHASSOT, M. Paul CHENEVAL, Mme Sandrine DALL'AGLIO,
M. Serge DEPLANTE, M. Jean-Louis DERONZIER, M. Fernand DESCHAMPS, Mme Sandrine DETURCHE,
M. Benoît DUNAND, M. Didier EVERAERE, M. Emmanuel GEORGES, M. Frédéric GONDA,
M. Eric GRANGER, M. Yves GUILLOTTE, M. Fabrice GYSELINCK, M. Julien HAVEL, M. Christian HENON,
M. Jean-Michel JACQUES, M. Jean-Pierre JOURNE, M. Patrick LARCHER, M. Nicolas LEBEAU-GUILLOT,
M. Jérôme LEGEROT-GERMAIN, M. Christian LEOTY, M. Paul LEROY, M. Roland LOMBARD,
M. Benjamin MARIAS, Mme Régine MAYORAZ, Mme Arlette MERMIER, M. Max MEYNET-CORDONNIER,
Mme Magali MUGNIER, M. Gérard OBERLI, Mme Pascale PARIS, M. Sylvain PEROU, M. Alain PERRET,



M. Christophe PERY, M. Michel ROSSINELLI, M. Nicolas RUBIN, M. Thierry SERMET-MAGDELAIN,
M. Jean-Pierre STEYER, M. Cyprien TOURNIER, M. Joël VITTOZ, Mme Nadine WENDLING

Membres en exercice :	105
Présents :	40
Membres habilités à prendre part au vote :	105
Votants :	40
Représentés par mandat :	8

Objet : Motion "Pour la défense d'une gouvernance territoriale de proximité des réseaux d'énergie, fondée sur l'efficacité, la solidarité et la responsabilité"

Rapport présenté par Joël BAUD-GRASSET

Dans le cadre du nouvel acte de décentralisation annoncé pour une traduction législative avant les élections municipales de mars 2026, plusieurs prises de parole ont évoqué la possibilité de **réouvrir aux départements** un rôle renforcé sur les **réseaux de proximité**, et notamment sur la gouvernance des réseaux publics de distribution d'électricité. Certains Présidents de Départements ont notamment exprimé le souhait de « bénéficier d'une compétence de principe » en matière de gestion des réseaux d'énergie.

Or, la distribution d'électricité est historiquement et juridiquement un **service public local**, relevant du **bloc communal** (communes et établissements publics de coopération), la compétence d'autorité organisatrice (AODE) étant exercée par la commune ou l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) auquel elle a transféré cette compétence (Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)), article L.2224-31). Les rares cas où un département exerce encore cette compétence ne relèvent que d'un **régime dérogaire hérité**, limité en pratique à deux départements.

Le modèle des **syndicats départementaux d'énergie** a précisément été construit pour répondre, au plus près des communes, aux exigences de **technicité**, de **mutualisation**, de **péréquation** et de **solidarité territoriale**. La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) souligne que ces syndicats investissent chaque année **plus d'un milliard d'euros** sur les réseaux de distribution, avec des ressources et des dispositifs (redevances, FACÉ, ingénierie) qui sont étroitement liés à l'exercice effectif de la maîtrise d'ouvrage et à la gouvernance locale.

Une remise en cause du modèle d'organisation actuel ferait peser un risque sérieux :

- de **dilution des responsabilités** (qui fait quoi, qui rend compte) au moment même où l'État affirme rechercher une clarification ;
- de **fragilisation des investissements**, notamment en zones rurales et de montagne, ou d'un **report de charge** sur les usagers via le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE) pour maintenir l'effort d'investissement ;
- de ralentissement de la **transition énergétique**, les syndicats jouant un rôle reconnu d'opérateur de proximité et d'ingénierie mutualisée (électrification, raccordements, résilience, production d'Energies Renouvelables (ENR), mobilité électrique, etc.).

En Haute-Savoie, le SYANE est un **syndicat mixte ouvert à la carte**, exerçant notamment la compétence d'**autorité organisatrice de la distribution d'électricité** au titre du CGCT (art. L.2224-31) pour ses membres, incluant la passation et le suivi des concessions, le contrôle, la représentation des usagers et la maîtrise d'ouvrage des investissements sur les réseaux. À ce titre, le SYANE est un outil opérationnel éprouvé de service public, qui articule proximité communale, solidarité départementale et expertise technique.





En Haute-Savoie, la coopération avec le Conseil départemental est déjà pleinement opérationnelle et structurée. D'une part, le Département est historiquement associé au Syndicat : l'adhésion du Département a été rendue possible dès 1985 lors d'une modification statutaire. D'autre part, **la présence d'élus départementaux au sein de la gouvernance du SYANE** assure une coordination directe, régulière et fluide, permettant d'aligner les priorités d'investissement et de résilience des réseaux, sans superposer les responsabilités ni déplacer le "chef de file". **Cette organisation prouve que l'efficacité tient moins à un transfert de compétence qu'à la qualité de la coopération**, déjà à l'œuvre au sein du modèle syndical.

Au-delà de la situation propre au Syane, on notera sur la Haute-Savoie que cette évolution institutionnelle fragilise grandement la situation des régies d'électricité (Bonneville, Sallanches et Les Houches) et des syndicats d'électricité (Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Services de Seyssel (SIESS) - Syndicat Intercommunal d'Energies de la Vallée de Thônes (SIEVT)), qui risquent d'être remis en cause dans cette évolution institutionnelle.

Il apparaît donc indispensable que toute évolution institutionnelle respecte :

- la place du **bloc communal** comme niveau pertinent de responsabilité opérationnelle des réseaux ;
- la valeur des **syndicats spécialisés** comme échelon de mutualisation et d'efficacité ;
- la stabilité juridique et financière nécessaire à des politiques d'investissement pluriannuelles. On notera sur cet aspect le fait que les Départements perçoivent déjà une part de l'accise de l'électricité versée par les usagers, comme recette directe de fonctionnement, sans avoir de responsabilité sur cette compétence. Si le Département de Haute-Savoie reverse, en toute logique, une part de cette taxe en subvention d'investissement aux Syndicats et Régies d'électricité afin d'accompagner les investissements d'amélioration des réseaux électriques (comme c'est le cas en Haute-Savoie), de nombreux départements utilisent cette recette pour couvrir des dépenses de fonctionnement.

Vu

- le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article **L.2224-31** relatif à l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité ;
- les éléments de doctrine et d'analyse portés par la **FNCCR** sur la gouvernance territoriale des réseaux d'électricité et les impacts financiers et opérationnels d'une recentralisation départementale ;
- les statuts du SYANE confirmant son statut d'AODE et ses missions de contrôle, de représentation des usagers et de maîtrise d'ouvrage des investissements.

Considérant

- que la distribution d'électricité est un **service public essentiel de proximité**, dont l'efficacité dépend d'une gouvernance au plus près des besoins locaux ;
- que la coopération avec le Conseil départemental est déjà intégrée dans l'organisation du SYANE, le Département ayant été admis à adhérer au Syndicat à la suite d'une évolution statutaire et que la présence d'élus conseillers départementaux dans la gouvernance du Syndicat contribue à la fluidité des échanges, à la cohérence des politiques publiques et à la priorisation partagée des investissements, sans remettre en cause la responsabilité du bloc communal ;
- que la reconnaissance du département comme "chef de file" des réseaux de proximité, si elle devait se traduire par un transfert de compétences, entrerait en contradiction avec l'objectif affiché de clarification des compétences ;
- que l'effort d'investissement nécessaire à la résilience des réseaux, à la qualité de service et à la transition énergétique est croissant, et requiert des structures spécialisées, dotées d'une ingénierie robuste et d'une gouvernance de proximité ;
- qu'un transfert de compétence pourrait conduire soit à une **baisse des investissements** en zones rurales, soit à une **augmentation de la facture** des usagers via le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE) pour compenser ;
- que le SYANE, outil émanant des collectivités membres, constitue en Haute-Savoie un modèle de **mutualisation** et de **solidarité territoriale** conforme à l'intérêt général.





Les membres du Comité sont invités à :

1. **réaffirmer** leur attachement au principe selon lequel la gouvernance et l'organisation des réseaux de distribution d'électricité relèvent du **bloc communal**, et doivent être exercées au plus près des réalités locales, au travers d'autorités organisatrices et de syndicats spécialisés.
2. **affirmer** que la Haute-Savoie dispose déjà, avec le SYANE, d'un cadre de coopération efficace avec le Conseil départemental, rendu possible notamment par l'association du Département au Syndicat et par la présence d'élus départementaux dans sa gouvernance, garantissant une coordination forte au service des communes et des usagers.
3. **estimer** qu'il convient de renforcer cette coopération (planification, résilience, coordination des investissements), sans transfert de compétence ni confusion des responsabilités.
4. **souligner** que les syndicats départementaux d'énergie constituent une maille d'action **particulièrement pertinente** car ils réunissent :
 1. la **taille** permettant péréquation, mutualisation et solidarité territoriale ;
 2. l'**expertise** technique et financière indispensable ;
 3. l'**ancrage local** et une gouvernance assurant proximité et acceptabilité.
5. **alerter** sur les conséquences d'une réforme qui conduirait à un transfert de compétence ou à une recentralisation départementale :
 1. risque de dilution des responsabilités publiques ;
 2. risque de fragilisation des investissements sur les réseaux, notamment ruraux et de montagne, ou de report sur les usagers via le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE) ;
 3. risque de ralentissement des actions d'accompagnement de la transition énergétique, dont les syndicats sont des acteurs opérationnels majeurs.
6. **demander** au Gouvernement
 1. de renoncer à toute mesure législative qui ferait du département le "chef de file" des réseaux de proximité au détriment des compétences du bloc communal ;
 2. de conforter le modèle des syndicats spécialisés (énergie, eau, numérique) comme outils de proximité et de solidarité, sur la base du volontariat des collectivités membres ;
 3. de garantir que les moyens financiers liés aux compétences exercées (et notamment les ressources qui alimentent l'investissement local) ne soient pas dilués au profit d'actions étrangères aux missions des autorités organisatrices, au risque de freiner l'investissement et la transition.
7. **charger le Président** de transmettre la présente motion :
 1. au Premier ministre, à la ministre chargée de la décentralisation et aux ministres compétents ;
 2. aux parlementaires de Haute-Savoie ;
 3. au Préfet de la Haute-Savoie ;
 4. à la FNCCR, ainsi qu'aux associations d'élus concernées.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Syane
ÉNERGIES & NUMÉRIQUE

Joël BAUD-GRASSET.

